170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
7 5014 PARIS - FRANCE
TÉL. 320.36.20

C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 182 PEROU; LA LOI PORTANT STATUT DE LA PRESSE

L'importance du problème de la liberté de la presse et de la liberté d'expression motive la publication intégrale du décret-loi signé le 23 juillet 1974 par le Gouvernement du Pérou. C'est en effet en vertu de ce décret, complété par le décret-loi n° 20681, qu'ont été expropriés - mais non nationalisés -, au bénéfice des "secteurs significatifs du peuple organisé", les principaux journaux du Pérou: "El Comercio", "La Prensa", "Correo", "Ojo", "Ultima Hora" et "Expreso", ainsi que leurs publications annexes. En même temps, par le décret-loi n° 20682, le Gouvernement créait l'"Entreprise Publique du Système National d'Information" chargée d'éditer le journal "La Nueva Crónica".

Les réactions dans le pays sont diverses mais très vives (cf document DIAL D 181).

Le nouveau pas franchi par le Gouvernement Révolutionnaire s'inscrit dans la ligne de la réforme de l'entreprise promulguée en avril 1974 (cf document DIAL D 170).

(Note DIAL 19/09/74)

DÉCRET LOI N° 20680
PORTANT STATUT DE LA PRESSE

Le Président de la République étant en exercice,
Le Gouvernement Révolutionnaire décrète:

Le Gouvernement Révolutionnaire,

Considérant:

Que le remplacement de la société traditionnelle basée sur la marginalisation de la majorité de la population nationale, par un nouveau modèle basé sur l'exercice réel du pouvoir social par le peuple organisé, constitue non seulement l'objectif fondamental de la Révolution Péruvienne mais sa raison d'être;

Que les réformes des structures économiques et sociales du pays ont toujours été entreprises et orientées dans ce sens;

Qu'il est nécessaire, dans la phase actuelle du processus national, que les moyens de communication de masse contribuent activement, sans préjudice des fonctions générales qui leur sont propres et avec l'immense pouvoir qui leur revient par nature, à l'effort de construction d'une société libre et solidaire dans laquelle tout l'homme et tous les hommes puissent parvenir à leur pleine réalisation;

Qu'il est indispensable, dans ce but, que les organes de presse dont l'influence est prépondérante pour la formation de la conscience nationale, cessent d'être les porte-parole et les défenseurs d'intérêts minoritaires;

Qu'il est également nécessaire qu'ils ne deviennent pas partie intégrante d'un monopole d'Etat, subordonné aux Pouvoirs Publics et émettant unilatéralement des jugements et appréciations sur l'action de ceux-ci;

Qu'il est au contraire essentiel qu'ils soient des organes permettant aux secteurs significatifs du peuple organisé, ainsi qu'à leurs entités, organisations et groupements, d'exprimer en toute liberté et indépendance leurs aspirations, besoins, points de vue et critiques; d'exercer, de façon permanente et responsable, un contrôle sur les Pouvoirs Publics; et de mettre en place d'authentiques moyens d'expression et de diffusion des différentes approches idéologiques qu'ils représentent dans le cadre des paramètres de la Révolution Péruvienne;

Qu'en plus des organes d'expression des secteurs organisés de la population, il peut en exister d'autres appartenant à des personnes ou entités privées et s'appliquant également à informer, émettre des opinions et critiquer en toute liberté;

Que tous les organes de presse doivent être soumis au même régime, en ce qui concerne les infractions, délits et sanctions prévus par la loi;

Dans la jouissance des facultés dont il est investi; et

Avec l'approbation du Conseil des Ministres;

Décète:

STATUT DE LA PRESSE

PREMIERE SECTION Principes de Base

CHAPITRE UNIQUE De la Liberté d'Expression

Art. 1er.- L'Etat reconnaît, respecte et garantit le droit pour les organes de presse d'informer et d'émettre librement des opinions.

Art. 2.- Tout organe de presse peut, en toute liberté, publier des informations, exprimer des idées et formuler des jugements ou appréciations critiques, sans consultation préalable ni censure, sans pour autant dépasser les limites qu'impose le respect de la loi et de la morale en général, de la vérité des faits, en particulier, comme de l'honneur et de la vie privée de l'individu et de la famille. Les infractions seront punies par les tribunaux ordinaires, conformément aux dispositions du présent Statut.

DEUXIEME SECTION Les Organes de la Presse Ecrite

CHAPITRE PREMIER Dispositions Générales

Art.3. - Les organes de la presse écrite devront exclure de leurs pages tout type d'information ou d'opinion encourageant la discrimination pour motif de race, de sexe, de position sociale, économique ou politique, ou stimulant le délit ou l'immoralité.

Art.4. - La presse écrite ne sera pas nationalisée. Cependant, l'Etat pourra avoir un ou plusieurs organes de presse destinés à exposer, diffuser et défendre la politique des Pouvoirs Publics.

Art.5. - A effet du présent Statut, les organes de la presse écrite peuvent être:

- a) quotidiens à diffusion nationale;
- b) quotidiens régionaux ou locaux; et
- c) publications à périodicité non quotidienne et occasionnelle.

Art.6. - Un quotidien est considéré à diffusion nationale quand son tirage dépasse vingt-mille exemplaires ou quand sa diffusion atteint plus de la moitié du nombre total des chefs-lieux de département.

Art.7. - Les quotidiens à diffusion nationale deviendront des moyens d'expression appartenant aux entités représentatives des secteurs organisés de la population de la nouvelle société. Leur structure et leur fonctionnement sont régis par les dispositions du Chapitre II de cette même Section.

Art.8. - Les publications mentionnées aux alinéas b) et c) de l'article 5, resteront la propriété ou pourront devenir la propriété de toute entité ou personne les ayant fondées ou les fondant; elles sont régies par les dispositions du Chapitre III de cette même Section.

Art.9. - Dans les publications de tous les organes de presse, il sera fait mention des lieu et date d'impression, des nom et prénom du Directeur, du secteur dont ils sont l'expression ou de la raison sociale de l'entreprise selon le cas, des sièges sociaux et adresses des bureaux de rédaction et ateliers d'impression.

Art.10. - Toute publication omettant ou présentant de façon inexacte les données auxquelles se réfère l'article antérieur, sera considérée comme clandestine.

Art.11. - Dans la semaine qui suit leur date de parution, il sera gratuitement remis trois exemplaires de chaque publication à la Bibliothèque Nationale, laquelle tiendra un registre de toutes les publications.

Art.12. - Un statut spécial réglera l'impression, l'édition et la diffusion des publications destinées aux enfants et aux adolescents.

Art.13. - Les communiqués concernant des sujets d'intérêt général ainsi que les lettres, quel que soit leur contenu, devront porter l'indication des nom et adresse de l'annonceur ou expéditeur. La preuve de leur authenticité sera sous la responsabilité du Directeur de la publication. L'identification se fera sur présentation d'une pièce officielle d'identité à un employé ou à une personne accréditée de l'organe de presse, ou par une signature légalisée auprès de l'autorité publique ou, s'il y a lieu, auprès du juge de paix.

Art.14. - Le Directeur est responsable de tout article non signé.

Art.15. - Les Communiqués Officiels émanant d'un Organisme d'Etat seront publiés intégralement. L'insertion sera faite en première ou deuxième page de l'édition suivant la réception du Communiqué, et en mêmes caractères typographiques que ceux utilisés dans ladite page.

Art.16. - Toute personne physique ou morale qui s'estime lésée par une information écrite ou graphique ou par une opinion insérée dans un organe de presse, pourra faire usage du droit de réponse, sans préjudice des autres actions juridiques conférées par le présent Statut. Les représentants légaux ou les héritiers de la personne lésée peuvent également exercer ce droit.

Art.17. - Le Directeur est tenu d'insérer gratuitement et intégralement la réponse dans le numéro qui suit le jour de la réception, s'il s'agit d'une publication quotidienne, et dans le plus prochain numéro, si la publication est un périodique non quotidien ou occasionnel.

Art.18. - Les éclaircissements ou rectifications devront être rédigés en termes convenables, se limiter à l'objet de l'éclaircissement et de la rectification, et ne pas dépasser la longueur de l'article qui les aura provoqués. L'insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères typographiques que l'information ou l'opinion publiée, et, s'il y a lieu, avec l'information graphique correspondante. En cas d'omission de l'une de ces dispositions, la réponse sera considérée comme non publiée. L'organe de presse ne pourra, dans le même numéro, accompagner la réponse de nouveaux commentaires ou répliques.

Art.19. - Quand le Directeur estimera que les termes, le contenu ou la longueur de la réponse ne sont pas conformes à la loi, il pourra faire opposition devant le Juge de Première Instance, au plus tard le jour suivant la réception, en joignant à sa requête le texte de la réponse et celui de l'article qui l'aura provoquée. Le Juge se prononcera sans autre formalité dans le délai d'un jour et décidera, s'il y a lieu, l'insertion immédiate. Sa décision est sans appel. Si le jugement ordonnant l'insertion comporte la publication sans modifications, l'organe de presse sera également passible d'une amende de dix mille soles.

Le Juge déterminera de même l'insertion forcée et le paiement d'une amende à l'organe de presse qui, n'ayant pas fait opposition conformément aux dispositions du paragraphe antérieur, refusera de publier la réponse dans les conditions fixées à l'article 17.

L'exercice du droit de réponse déterminé dans le présent article n'exige ni signature d'alphabétisé ni usage de papier timbré ni imprimés spéciaux ou cachets.

Art.20. - Tout organe de presse devra disposer d'une section destinée à la publication du courrier des lecteurs, dont les lettres devront être signées par leurs auteurs et authentifiées par la présentation d'une pièce d'identité personnelle.

CHAPITRE II

Des Quotidiens à Diffusion Nationale

Art.21. - Les quotidiens à diffusion nationale s'orienteront vers l'éducation intégrale du peuple, appliquée à l'édification et au maintien d'une société libre et solidaire dans laquelle tout homme et tous les hommes puissent parvenir à leur pleine réalisation.

Art.22. - Les quotidiens à diffusion nationale s'organiseront et fonctionneront comme des organes de service social à autofinancement.

L'excédent économique qui en résulterait sera appliqué au paiement des obligations existantes, à l'amélioration du propre organe de presse et au bénéfice de la communauté de travail respective.

Art.23. - Les quotidiens à diffusion nationale n'appartenant pas à l'Etat seront la propriété des secteurs significatifs de la population organisée que détermine la loi. Les représentants ou personnalités des entités ou organismes faisant partie de chaque secteur se constitueront en société civile dont le capital sera formé des biens nécessaires à l'impression et à la diffusion de l'organe de presse respectif. Ces sociétés seront, pour ce qui leur convient, régies par les normes incluses dans les Titres I et II de la Troisième Section du Premier Livre de Code Civil. En cas de dissolution de la société, son capital sera appliqué à la reconstitution de l'organe de presse correspondant.

Art.24. - Les quotidiens à diffusion nationale, en plus des fonctions générales de tout organe de presse, serviront de moyens d'expression aux aspirations, besoins, appréciations, critiques et points de vue du secteur respectif et des entités ou organismes qui en font partie. Ils devront être le lieu de rencontre, dans une attitude de pluralisme et de dialogue, des approches idéologiques qui s'inscrivent dans les paramètres de la Révolution Péruvienne.

Art.25. - L'orientation générale du quotidien sera déterminée par un Comité Directeur représentatif du secteur correspondant et avec pour membres, en outre, le Directeur du quotidien et deux représentants de la communauté de travail. La composition et le fonctionnement du Comité Directeur ainsi que les fonctions du Directeur du quotidien, seront précisés dans le règlement qu'édicterà le Ministère du Travail. L'orientation de chaque quotidien pourra ne pas se définir obligatoirement par la seule et unique ligne de pensée de l'éditorial ou de l'opinion du journal.

Art.26. - La communauté de travail participera à la gestion et aux excédents, en remplaçant la participation à la propriété par la remise de titres de la COFIDE pour la valeur correspondante.

Art.27. - Les travailleurs des quotidiens à diffusion nationale bénéficieront du régime du travail en vigueur.

CHAPITRE III

Des Autres Organes de la Presse Ecrite

Art.28. - Les publications auxquelles se réfèrent les alinéas b) et c) de l'article 5 pourront s'organiser sous l'une ou l'autre des formes d'entreprise reconnues par la législation nationale.

Art.29. - Seuls les péruviens de naissance résidant au Pérou et ayant la pleine jouissance de leurs droits civils pourront constituer et être membres des entreprises qui ont pour but l'édition d'organes de presse. Le même droit est reconnu aux personnes morales constituées dans le pays, avec siège au Pérou, à condition que leurs sociétaires et les membres de leur Directoire soient des personnes physiques, péruviennes de naissance et résidant au Pérou.

Sont considérés comme résidant au Pérou toute personne qui habite à demeure sur le territoire national pour une période jamais inférieure à six mois sur douze, les personnels diplomatiques et consulaires péruviens accrédités près le gouvernement d'autres Etats, ainsi que toutes les personnes qui, sans avoir reçu une mission diplomatique, accomplissent à l'étranger un mandat officiel de l'Etat. Ceux qui, pour motif de maladie ou pour toute autre cause justifiée, sont dans l'obligation de demeurer

plus de six mois sur douze en dehors du territoire national, devront obtenir une autorisation du Préfet de leur département de résidence ou de l'agent diplomatique ou consulaire respectif à effet de conservation de leur titre de sociétaire ou de membre de l'entreprise ou de sa direction.

Art.30. - Le capital de l'entreprise devra nécessairement appartenir à des personnes physiques ou morales de nationalité péruvienne, étant requies comme telles celles indiquées à l'article précédent.

Art.31. - Les droits et actions de l'entreprise ne pourront être transférés à des étrangers.

Art.32. - Le but de l'entreprise sera uniquement la publication d'organes de presse et ne pourra être étendu à d'autres activités sans relation directe avec celles à caractère d'information et d'édition.

Art.33. - Les personnes morales qui éditent, conformément à leurs finalités propres, des publications à caractère exclusivement scientifique, professionnel, technique ou culturel ne tombent pas sous le coup des dispositions des articles 29, 30 et 31.

Art.34. - Les entreprises qui publient plusieurs organes de presse, même si ceux-ci relèvent de personnes morales distinctes, seront considérées comme constituant une seule entité économique si leurs sociétaires sont les mêmes pour plus de 40% du total, et donc solidairement responsables de la totalité de son capital et/ou actif, ou, s'il y a lieu, de son patrimoine.

Art.35. - En mars et septembre de chaque année, l'entreprise publiera dans une page à son choix de ses propres publications, la liste de ses sociétaires et directeurs, le montant du capital, la participation de chacun des sociétaires et les charges qu'ils assument dans l'entreprise, ainsi que l'énumération des créanciers hypothécaires, gagistes ou banquiers, s'il y en a, en spécifiant le montant des sommes créditées. L'autorité politique de l'administration correspondante pourra exiger par écrit et sous obligation la vérification des comptes publiés et le Directeur sera tenu de répondre à la demande dans un délai de cinq jours qui suivront la réception.

Il sera procédé à une publication identique chaque fois que changera la liste des sociétaires, dans les quinze jours qui suivront le changement

Dans tous les cas mentionnés, il ne sera fait chaque fois qu'une seule publication.

Art.36. - Le personnel de la direction, de la rédaction, de l'information graphique, de l'administration, des ateliers et des services intérieurs des publications auxquelles se réfère le présent Chapitre, sera soumis au régime du travail en vigueur.

Art.37. - Les dispositions concernant la communauté de travail correspondante s'appliquent aux organes de presse dont traite le présent Chapitre.

CHAPITRE IV Dispositions Communes

Art.38. - Les faits suivants constituent des infractions au présent Statut
a) l'édition, l'impression ou la distribution de publications à caractère

clandestin auxquelles se réfère l'article 10. Les responsables seront punis d'une amende de mille à cinq mille soles.

b) L'omission du dépôt des exemplaires prévu par l'article 10. Les responsables feront l'objet d'un avertissement la première fois et seront punis d'une amende de mille soles à chaque récidive.

c) Le transfert d'actions ou de titres de participation à des étrangers. L'infraction sera punie de la perte des actions ou titres transférés, les quels passeront, sans frais, pour 40% sous la propriété du dénonciateur qui donne la preuve du fait et qui remplit les conditions énumérés à l'article 30, et pour 60% à la communauté de travail.

d) L'omission de publication indiquée à l'article 35. Les responsables seront punis d'une amende de dix mille à cinquante mille soles, sans préjudice de réparation de l'omission.

e) La publication de communiqués ou de lettres sans les conditions requises par l'article 13. La punition consistera en une amende équivalente au triple du prix du communiqué, conformément au tarif de ladite publication ou, s'agissant de lettres, en une amende de mille soles qui sera doublée à chaque infraction.

f) Le refus d'insertion gratuite des éclaircissements et rectifications dont traitent les articles 16 et suivants. La punition sera celle prévue par l'article 19.

g) La non publication intégrale et en temps opportun des Communiqués Officiels dont traite l'article 15. L'infraction sera punie d'une amende de dix mille soles, sans préjudice de réparation immédiate de l'omission, sous peine d'avertissement d'une nouvelle amende s'élevant au décuple.

Art.39. - Les punitions administratives indiquées dans l'article antérieur sont indépendantes des sanctions pénales possibles.

Art.40. - Les faits suivants sont considérés comme délits:

a) Employer des hommes de paille dans des entreprises de périodiques pour camoufler des sociétaires étrangers. L'auteur sera puni d'un emprisonnement de trois mois, sans préjudice de la perte dont traite l'alinéa c) de l'article 38.

b) Ne pas respecter le jugement ordonnant l'insertion d'éclaircissements ou rectifications. Le Directeur responsable sera puni d'un emprisonnement de trois mois.

c) Imputer à une personne physique ou morale un fait, une qualification ou une conduite qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la première ou des personnes qui composent ou représentent la seconde. Le Directeur ou, s'il y a lieu, l'auteur sera puni d'un emprisonnement de quatre mois et d'une amende de dix mille à cinquante mille soles. Est considéré comme circonstance aggravante le fait que le plaignant soit une autorité, une entité publique ou une institution officielle. En ce cas, la peine d'emprisonnement ne sera pas inférieure à six mois et l'amende sera de vingt mille à cent mille soles, sauf si l'auteur ou le Directeur apporte la preuve complète de la véracité de son affirmation, auquel cas il sera exempté de sanction. Si, par insolvabilité, le responsable ne peut régler l'amende, celui-ci se verra retirer son habilitation à l'exercice de la fonction de journaliste jusqu'à paiement de l'amende.

d) Publier des articles ou des chroniques de la part de quelqu'un n'étant pas habilité à le faire. Le responsable sera puni d'un emprisonnement de six mois.

e) Publier des articles ou des chroniques dans lesquels sont utilisées des phrases portant atteinte à l'honneur ou à la considération d'une

personne physique ou d'une personne morale ou d'une corporation. Le Directeur ou l'auteur sera puni d'une amende de cinq mille à trente mille soles. Est considéré comme circonstance aggravante le fait que le plaignant soit une autorité, une entité publique ou une institution officielle. En ce cas, la peine d'emprisonnement ne sera pas inférieure à six mois et l'amende sera de dix mille à soixante mille soles.

f) Publier des documents fabriqués, falsifiés dans le fond ou mensongèrement attribués à des personnes physiques ou morales ou à des corporations officielles. Le Directeur ou l'auteur sera puni d'un emprisonnement de trois mois.

g) Publier des documents officiels secrets ou des éditoriaux, des articles et des chroniques portant atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat ou à la défense nationale. Le Directeur ou l'auteur sera puni d'un emprisonnement d'un an.

h) Menacer, injurier ou offenser de toute autre manière la dignité ou la qualité des hauts dignitaires de l'Etat. L'auteur ou le Directeur sera puni d'emprisonnement d'un à trois ans.

i) Publier des articles, chroniques ou illustrations qui décrivent inutilement des détails malsains, qui ont pour but évident d'exciter les passions les plus basses ou qui utilisent des paroles contraires à la morale et aux bonnes moeurs. Le Directeur ou l'auteur sera puni d'une amende de dix mille à cinquante mille soles. Et

j) Faire l'apologie du délit ou de leurs auteurs. Le Directeur et/ou l'auteur sera puni d'une amende de mille à dix mille soles.

Art.41. - Il y a action publique pour la poursuite des délits auxquels se réfèrent les alinéas a),d),i) et j) de l'article antérieur. L'autorité politique de la circonscription correspondante est tenue de déposer la plainte concernant ces cas.

Art.42. - Le Juge d'instruction procédera dans les huit jours à une investigation sommaire et il se prononcera dans les cinq jours à peine de nullité de la poursuite.

L'appel contre les jugements est possible ainsi que le pourvoi contre les arrêts, sauf en ce qui concerne le droit de réponse. Les recours doivent être formés dans les dix jours.

Art.43. - Les condamnations à des peines définitives et exécutoires devront faire l'objet d'une insertion dans la page appropriée de la publication concernée, dans l'un des trois numéros suivant immédiatement la notification, s'il s'agit d'un quotidien, ou dans le numéro le plus prochain suivant la notification, s'il s'agit d'autres publications.

Art.44. - Les infractions administratives seront punies par l'autorité politique de la circonscription, conformément à la procédure arrêtée par le Règlement des Normes Générales de Procédure Administrative approuvé par le Décret Suprême N° 006-SC du 11 novembre 1967, pour ce qui les concerne.

Les amendes seront versées à la Banque Nationale dans les vingt-quatre heures. En cas de non versement, elles seront recouvrées par voie de coercition. Le délai sera compté à partir du terme de la voie administrative. En cas de pourvoi judiciaire, le versement de l'amende sera différé jusqu'à la sentence définitive.

Art.45. - Pour les délits, il appartiendra au Juge de déterminer les limites du respect de la loi et de la morale, de la vérité des faits et de

l'honneur et de la vie privée de l'individu et de la famille.

Art.46. Les bureaux de presse du Secteur Public National ou les administrations en exercice auront à charge de fournir l'information écrite sollicitée par les organes de presse, sans distinction ni discrimination aucune. Cette disposition n'est pas une limite à l'initiative des journalistes dans la recherche de l'information.

TROISIEME SECTION
Autres Moyens d'Expression

CHAPITRE UNIQUE
De la Presse Etrangère et
de la Presse Parlée et Télévisée

Art.47. - Sur Résolution Suprême contresignée par le Ministre de l'Intérieur, il pourra être procédé à l'interdiction d'entrée, de circulation et de vente des publications étrangères qui portent atteinte à l'intégrité, à la sûreté intérieure et à la souveraineté du pays, au prestige des pouvoirs de l'Etat, aux institutions et à l'économie nationales, à la morale et aux bonnes moeurs.

Art.48. - Les temps d'antenne consacrés à l'information et aux éditoriaux transmis par la radio et la télévision tombent sous le coup des dispositions du présent Statut.

DISPOSITIONS FINALES

Sont abrogés le Décret-loi 18075 - Statut de la Liberté de la Presse - ainsi que toutes les dispositions contraires au présent Décret.

Fait au Palais du Gouvernement, à Lima, le vingt-troisième jour du mois de juillet mille neuf cent soixante-quatorze.

(Suivent les signatures du Président de la République
et des seize généraux et amiraux membres du Gouvernement

Pour publication et application,
Lima, le 26 juillet 1974

Juan Velasco Alvarado, général de Division de l'Armée de Terre
(président de la République)
Edgardo Mercado Jarrin, général de Division de l'Armée de Terre
(président du Conseil des Ministres et
ministre de la Guerre)
Rolando Gilardi Rodriguez, général de l'Armée de l'Air
(ministre de l'Aéronautique)
José Arce Larco, vice-amiral (ministre de la Marine)
Pedro Richter Prada, général de Brigade de l'Armée de Terre
(ministre de l'Intérieur)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)